

LA DÉPÊCHE  
734 mots

vendredi 13 septembre 2019

Eure

## Éducation nationale. Colère contre les classes surchargées



Le syndicat Snudi FO 27 a organisé un rassemblement devant l'inspection académique de l'Eure à Évreux le 11 septembre au matin pour dénoncer des classes surchargées.

Une dizaine de personnes a fait le déplacement pour protester contre la non-ouverture de classes et la surcharge de classes surchargées dans certaines écoles de l'Eure (cf. *Eure Infos* du 10 septembre).

La veille au soir, des représentants syndicaux avaient été prévenus de la tenue d'une rencontre avant le rassemblement avec Yann Faugeras, secrétaire général de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Eure (DSDEN) et Gilles Beaufile, adjoint en charge du premier degré qui ont pris acte des revendications et disent être vigilants sur la situation.

**« Les parents sont en colère et ne comprennent pas que dans la même école certaines classes comptent 9 enfants alors que dans d'autres il y en a 30 »,** souligne David Michel, représentant SNUDI FO 27. Beaucoup contestent le dédoublement des grandes sections de maternelle qui a surtout pour conséquence d'accentuer la situation des classes surchargées. **« Malheureusement, nous ne sommes pas dans des zones prioritaires, donc on a entre 25 et 30 enfants par classe ».**

Dans un communiqué, le syndicat SNUipp/FSU 27 regrette qu'**« en conséquence de cette mesure, ce sont à la fois élèves et enseignants des autres classes qui vont encore en faire les frais. Avoir des idées c'est bien mais lorsqu'elles ne sont pas financées, cela revient à déshabiller Pierre pour couvrir Paul ».**

Le syndicat SNUipp/FSU 27 affirme que cette réforme est une vraie régression pour le département de l'Eure puisque **« le DASEN, pour assurer ces dédoublements, a fermé des classes et liquidé purement et simplement la seule innovation pédagogique qui portait ses fruits : les Plus de maîtres que de classes ».**

Entre 25 et 30 par classe

L'école de Guichainville est directement impactée par cette mesure. Depuis la rentrée 2019, l'école compte 4 classes de 30 élèves par classe et trois enfants supplémentaires devraient arriver d'ici fin novembre. Fin juin, l'inspection a acté la fermeture d'une classe alors qu'une nouvelle cité pavillonnaire est en construction et qu'il arrive entre 5 et 7 enfants chaque année en fonction de la livraison des maisons et de l'arrivée de nouveaux habitants. Les enseignants réclament aujourd'hui la réouverture d'une classe pour arriver à 25 élèves par classe.

« Il y a 10 ans, la limite imposée était entre 18 et 25 enfants par classe. Aujourd'hui, on est plutôt entre 25 et 30 par classe », se désole un enseignant.

Ce que beaucoup regrettent également c'est la décision prise par l'inspection d'académie des ouvertures ou fermetures de classe de plus en plus tôt dans l'année pour la rentrée suivante. « Avant, l'inspection regardait en septembre le nombre des enfants inscrits durant l'été pour savoir si des postes supplémentaires étaient nécessaires. Aujourd'hui, tout se joue entre janvier et avril. Les derniers inscrits ne sont pas pris en compte ».

À Louviers, 61 enfants en maternelle

Nolwenn Leostic, maman d'enfants inscrits à l'école maternelle Jean-Zay de Louviers est également présente avec des panneaux pour faire part de sa colère envers l'inspection d'académie. Les deux classes de triple niveau de maternelle qui applique la pédagogie de Montessori comptent 61 enfants dont 6 allophones (enfants ne parlant pas le français) qui auront prochainement une enseignante spécialisée dans l'apprentissage du français pour les nouveaux arrivants, un enfant atteint d'autisme suivi par une AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap) et trois enfants porteurs de handicap qui ne disposent pas pour le moment d'une assistante de vie scolaire.

La solution trouvée par Laurent Le Mercier, directeur d'académie, était de retirer des élèves de l'école Jean-Zay vers l'école des Cascades située à seulement 700 mètres. Ce que refusent les parents d'élèves : « Les dérogations doivent être prises en transparence avec la mairie et l'éducation nationale. Si une carte scolaire est appliquée, elle doit être respectée », déclare Nolwenn Leostic qui ajoute tout de même : « on est conscient d'être à la limite de la carte scolaire entre les deux écoles et qu'il y a un travail à faire sur le long terme mais ce n'est pas loyal de la modifier au pied levé ».

Valérie Dobigny



Les représentants du syndicat Snudi FO 27 et les parents d'élèves se sont réunis devant l'inspection d'académie d'Évreux.